



**La France a choisi :
64 ans , c'est toujours non !**

Le président et son gouvernement continuent de rester sourds aux casseroles et à celles et ceux qui les tiennent. En revanche, ils prêtent l'oreille et ouvrent grand le porte-monnaie des français-es aux entreprises internationales.



UN PACTE SANS AUCUNE VOIX DES REPRÉSENTANT-ES ÉLU-ES DES PROFESSEURS

Car l'entêtement irresponsable du président et de son gouvernement n'est pas confiné au dossier des retraites. Alors que toutes les enquêtes, même ministérielles, montrent déjà un temps de travail important chez les enseignant-es équivalent en moyenne à 43 heures, le pacte et son corollaire de **missions supplémentaires** est une réponse provocatrice, hors-sol et irresponsable.

DE MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL, C'EST PROFITER MOINS LONGTEMPS DE SA RETRAITE !

Le pacte prévoit donc un alourdissement conséquent de la charge de travail : à l'heure où l'Education Nationale peine à recruter et où les départs se multiplient, comment croire que c'est en dégradant les conditions de travail que le métier redeviendra attractif ? Travailler davantage n'est en rien une revalorisation !



LES FEMMES, TOUJOURS GRANDES PERDANTES

Quand la Première ministre fait de l'égalité femmes/hommes la grande cause du quinquennat, la FSU pointe une nouvelle fois le décalage entre les paroles et les actes : le ministère de l'Education nationale assume que le pacte va aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes. **Grande cause toujours...**

POUR UNE VOIE PROFESSIONNELLE MODERNE ET RÉPUBLICAINE

Enfin, il semble se dessiner un pacte spécifique aux personnels de LP, actant un traitement différencié des professeur-es en lycée professionnel, ce qui est un très mauvais signal. En collaborant au projet de transfert progressif des élèves comme des personnels de la voie professionnelle scolaire au ministère du travail, le ministère qui revendique justice et égalité se rend complice d'un projet de société profondément réactionnaire.



**Pour le retrait !
Pour la justice sociale**

**Toutes et tous
en GREVE et en MANIFESTATION
Mardi 6 juin 2023**

Poitiers - 14h Départ : Stade Rébeilleau - Arrivée : Gare
Châtelleraut - 10h Départ : Kiosque



DES SALAIRES BAS, C'EST DE LA RETRAITE EN MOINS !

Des mesures de revalorisation sont annoncées sans contreparties. Si au fil des négociations, la FSU a réussi à se faire entendre pour que toutes et tous les enseignant·es du début à la fin de carrière soient concerné·es, notamment par le doublement de l'ISAE/ISOE et des mesures de carrière, elles ne permettront pas pour autant de rattraper les pertes de 15 à 25% de ces dernières années nide rivaliser avec les autres pays européens.

Pour revaloriser de façon conséquente tous les personnels, il fallait prévoir un budget global bien plus important, articulé avec des mesures fonction publique dont le dégel du point d'indice, et inscrire ces mesures dans un plan pluriannuel. Et dans un contexte d'inflation galopante, le pouvoir d'achat des personnels ne va pas s'améliorer. Et que dire de nos collègues les plus précaires, Aed et Aesh pour qui aucune mesure n'est annoncée !

La FSU exige un rattrapage salarial et une revalorisation de toutes et tous, sans contreparties, dans le cadre d'un plan de programmation pluriannuel. Notre service public est au bord de l'effondrement, comme tant d'autres services publics, et ne tient que grâce à l'engagement sans faille des personnels. Le mépris, ça suffit !

Partout en France, les enseignant·es continueront d'être aux côtés des salarié·es pour manifester leur opposition à la réforme des retraites mais également pour revendiquer des salaires et des conditions de travail décentes sans être obligé·es de travailler plus.



SEULEMENT RÉSERVÉE AUX PROFS ?

FAUX

Fonctions publiques d'état et territoriale

Adhérez à un syndicat de la  86
pour défendre vos droits ! **F.S.U.**

Pour se syndiquer,
scannez le flashcode

